DECRET

n° 2023-275 du 17 avril 2023

ABANDON DE POSTE & PRESOMPTION DE DEMISSION

Le décret sur l'abandon de poste valant présomption de démission est publié au Journal Officiel est applicable depuis mercredi 19 avril 2023.

Désormais. l'employeur qui constate que le salarié a abandonné son poste et souhaite faire valoir cette présomption de démission devra

Le mettre en demeure par lettre recommandée ou lettre remise en main propre contre décharge, de justifier son absence et de reprendre son poste,

Le salarié bénéficiera d'un délai de 15 jours calendaires pour se justifier des présentation de la mise en demeure,

En l'absence de justification ou de retour à son poste, le salarié sera considéré comme démissionnaire et privé des indemnités chômages,

La démission ne sera pas qualifiée si le salarié se justifie dans sa réponse par :

- des raisons médicales.
- de l'exercice de son droit de retrait.
- de l'exercice de son droit de grève.
- de son refus d'exécuter une instruction contraire à une reglementation ou la modification de son contrat de travail a l'initiative de l'employeur.



Consultez le texte Scannez le QR Code



